

Diffuser la vignette, un enjeu incontournable pour assurer le succès de la Fête de l'Humanité

On a coutume de dire que l'été l'activité politique de notre parti se réduit. Départ en vacances, besoin de souffler, fatigue seraient fatale à notre engagement quotidien. En réalité, il n'en est rien, notre activité ne faiblit pas, elle se transforme, elle s'adapte, encore plus dans la situation politique inédite que nous vivons. Le rendez-vous départemental de la vignette d'hier à la fédération ou se sont retrouvé une cinquantaine de camarades avait précisément cette teinte-là.

Introduction : rendez-vous du 19 juillet 2012

Quelques mots sur la situation présente et notre engagement dans cette période. Voyons le fil rouge de l'actualité un peu plus d'un mois après l'arrivée de la gauche au pouvoir. Tout d'abord nous n'avons plus affaire à la droite agressive et méprisante qui a dirigé le pays pendant cinq ans. Des millions de salariés le ressentent. Le climat de la conférence sociale en témoigne. Mais devant les urgences, ce qui compte maintenant ce sont les actes. On voit avec Psa que l'heure de vérité est déjà là. Or les premières mesures du gouvernement sont marquées par les contradictions du projet présidentiel, entre une volonté déclarée de justice sociale et de croissance nouvelle et un discours sur la rigueur qui endosse les habits de l'austérité budgétaire européenne.

Trois grands défis ont été fixés par Hollande : le redressement des comptes publics, la compétitivité, le chômage et la précarité. Cette hiérarchie n'est pas adaptée à la situation ? Il y a une erreur de diagnostic sur la dette et les déficits. La dépense publique continue d'être désignée comme la cause des déséquilibres et les coupes budgétaires comme la seule voie à suivre. Cette orientation ne résout rien.

Elle a déjà nourri l'augmentation du chômage et de la précarité. Il faut changer l'ordre des priorités. La création d'emplois bien rémunérés et utiles répondant aux besoins du pays doit être au cœur de l'action publique. La réponse aux urgences sociales doit devenir le moteur de développement social et écologique. Le financement de l'économie, du développement industriel et des services publics doit être au service de cet objectif. La capacité du gouvernement à prendre en compte les propositions venant de toute la gauche, de toutes les forces sociales et syndicales sera décisive. Car le projet présidentiel ne se donne pas pour le moment les moyens de la réussite.

Le Medef est à l'offensive concernant la flexibilisation du travail et des licenciements, comment la gauche doit-elle réagir ?

Sous Nicolas Sarkozy, le pouvoir était au service du Medef. Autant d'enjeux que les forces du capital ne veulent pas voir abordés car elles considèrent que parce qu'elles sont propriétaires des moyens de production et d'échange elles peuvent en appeler au retour du pouvoir de droit divin. Seul compte « la compétitivité » des entreprises pour Mme Parisot. Afin de gagner les citoyens à cette thèse, elle

brandit sans cesse ce que l'on n'a désormais baptisé le « coût du travail ». Le travail, pour eux, n'est qu'un coup. Il faut donc le réduire, le pressurer, l'éliminer en toute liberté. Jamais n'est évoqué le coût de l'argent qui domine aujourd'hui l'activité des entreprises. Après avoir bénéficié ces dernières années d'un cadeau de 175 milliards d'euros d'exonération de charges sociales et fiscales, après avoir littéralement transféré 195 milliards d'euros de revenus du travail vers le capital, les entreprises versent aujourd'hui plus de 300 milliards d'euros en frais financiers et en dividendes à leurs actionnaires. Voilà un grand sujet de débat. Notre travail en tant que parti, le rôle de la gauche et de riposter et d'aider à basculer le rapport des forces en faveur des salariés car ce sont eux qui ont voulu le changement. Si le pouvoir reste dans les mains des actionnaires, les dés du



dialogue social sont pipés.

Le gouvernement doit se placer du côté des salariés. Regardez chez PSA. Quand il reste muet, les actionnaires frappent d'autant plus fort. Le gouvernement doit refuser un plan qui saigne l'industrie et convoquer immédiatement une table ronde pour élaborer des stratégies industrielles alternatives. Nous le disons clairement : pour sortir de la crise, sortons de l'austérité. La relance des salaires, un moratoire sur les licenciements, l'interdiction des licenciements boursiers (à ce sujet les députés du front de gauche vont déposer rapidement une proposition de loi sur l'interdiction des licenciements boursiers. C'est ce qu'a indiqué André Chassaigne lors d'un point presse avant-hier, rappelons ici qu'il avait manqué quatre voix au Sénat pour faire adopter ce texte de loi, alors que la majorité est

de gauche). Il faut également la création d'un pôle public bancaire et financier, la relance des services publics. C'est dans ce sens-là que nous voulons peser sur la politique gouvernementale et que nous lançons une carte pétition que nous ferons signer tout l'été, dont le titre est précisément: pour sortir de la crise, sortons de l'austérité. **Il faut évidemment faire évoluer notre modèle social pour mieux le garantir**, cela passe par la sécurisation de l'emploi et de la formation tout au long de la vie professionnelle. **Mais n'oublions pas les jeunes qui sont particulièrement touchés par le chômage**, des mesures sont actuellement proposées par le gouvernement. Les emplois d'avenir, qui peuvent répondre à des besoins sociaux réels dans les quartiers, mais ne peuvent être que transitoire, car les besoins d'emplois sont autres. Quant au contrat de génération, leur financement repose sur de nouvelles exonérations de cotisations sociales. Cette logique, nous le savons est contre-productive. Il faut cesser de considérer que la réponse systématique à l'emploi des jeunes est le sous-emploi et la précarité.



Pierre Moscovisi, ministre de l'économie affirme qu'il ne faut pas alourdir le coût du travail.

Nous récusons l'impératif de compétitivité tel qu'il est défendu par le patronat.

La baisse du coût du travail qui consiste à penser que la seule manière de développer les emplois et l'appareil productif et de faire pression sur les salaires et la protection sociale conduit à l'explosion du chômage et de la précarité. En 10 ans, avec cette logique, nous avons perdu 700 000 emplois industriels. La CGT a raison quand elle demande la remise à plat des 170 milliards d'euros d'exonération de cotisations sociales et fiscales accordées aux entreprises. Une évaluation de ces politiques est nécessaire pour s'orienter vers une meilleure utilisation des fonds publics et des richesses créées par l'entreprise.

Autre sujet de la même veine, le pacte budgétaire européen ?

Le président de la république a reconnu, dans sa campagne, qu'il ne pouvait y avoir de politique de changement et d'inversion des logiques d'austérité sans une renégociation du traité Sarkozy Merkel. Ce pacte budgétaire impose l'austérité à tous les pays européens. C'est un pacte anti dépense publique, anti dépenses sociales et anti souveraineté. Or, à l'issue du sommet européen de juin dernier, aucune modification n'y a été apportée. L'annexe, non contraignante, qui a été adoptée sur la croissance n'est en rien un contrepoids à ce pacte. Nous nous adressons donc à tous les partenaires de gauche sans exception à tous ceux qui en votant pour François Hollande et la majorité de gauche à l'assemblée nationale ont souhaiter la renégociation de ce traité. Nous leur disons : vous ne pouvez pas accepter un traité qui n'a pas été modifié, qui nous liera les mains et empêchera les politiques de changement attendu par la majorité des Français. Le pays doit être informé du contenu et des conséquences de ce traité. Nous demandons un débat démocratique transparent et, à l'issue de celui-ci, une consultation des Français par référendum. Aucun parlementaire de gauche ne doit accepter la ratification parlementaire de ce texte sans que cette consultation n'ait eu lieu.

Les députés du front de gauche se sont abstenus sur le vote de confiance à Jean-Marc Ayrault sur son projet de loi de finances rectificative pour 2012.

Les motivations de notre abstention sont claires. Toutes les mesures qui iront dans le sens de la justice sociale, d'une relance efficace de

l'activité et du recul des privilèges des pouvoirs de la finance auront notre appui. Pour la même raison, nous n'en rabattons pas sur notre exigence de voir le gouvernement répondre aux urgences sociales et s'en donner les moyens.

Sur toutes ces questions sur tous ces sujets, il y a en réalité un débat important qui touche aussi les salariés.

L'exigence de changement est très forte et cohabite avec le sentiment que des contraintes s'imposent à nous et nous empêche de le réaliser. La campagne du front de gauche à montrer que les lignes de ce débat pouvaient bouger. C'est ce qui a conduit le candidat François Hollande à affirmer la nécessité de rompre avec la politique d'austérité pour favoriser la croissance et renégocier le pacte budgétaire. Aujourd'hui, le bras de fer entre les forces du changement et les forces qui s'accrochent aux dogmes libéraux s'intensifie de nouveau. Notre travail passe par une bataille politique et idéologique pour convaincre que ces contraintes sont, en fait, les dogmes qui font obstacle à la sortie de la crise.

Des débats existent aussi au sein du front de gauche sur le positionnement à adopter face au gouvernement et à la majorité socialiste.

Le débat existe, il porte sur la possibilité ou non d'obtenir la réalisation de changements dans la situation politique actuelle. Les contradictions du programme de Hollande rendent-elles impossibles des avancées sociales et démocratiques ou les lignes peuvent-elles bouger ? Nous sommes persuadés que tous nos efforts doivent être tendus vers la mobilisation des forces sociales et citoyennes qui ont voulu le changement pour obtenir des avancées significatives. Il faudra pour cela mobiliser des majorités d'idées et d'action. C'est pourquoi le front de gauche doit, s'adresser, à l'ensemble des forces que nous avons mises en mouvement dans l'année écoulée et, au-delà à l'ensemble des forces et des électeurs de gauche. (Il y a sur ces débats et ces sujets, l'organisation d'une grande confrontation de points de vue entre les composantes du front de gauche les 25 et 26 août à Grenoble, qui



porte le nom des estivales. Faut-il poursuivre le front de gauche ? Comment ?, Dans quel cadre ?, Qu'est-ce qu'il faut poursuivre ?, Améliorer ?, Qu'est-ce qu'il faut changer ?, Ou abandonner ?... Et, il y a aussi, les universités d'été du parti communiste français qui se déroulent les 31 août 1er et 2 septembre aux KARELLIS en Savoie. Évidemment ces questions ne manqueront pas d'être abordées, car il faut tirer un bilan de la période passée, notamment des deux échéances que nous venons de vivre avec les résultats que l'on connaît et surtout de quelle suite donner à tout cela.

Un mot sur la fête et la vignette, nous sommes ce soir à 505 vignettes diffusées, 343 réglées, pour 760 diffusées en 2011 à la même date. Ce qui nous place dans une situation de retard de 255 vignettes sur l'an passé à la même période. Je crois qu'il n'y a pas besoin d'aller plus loin dans les explications sur le sujet, sauf à dire, qu'il n'y a d'autre solution que de se battre et d'essayer de combler le plus rapidement possible ce retard. Et ainsi créer les conditions de la réussite d'une grande fête de l'Humanité 2012, qui compte tenu de ce que nous venons d'examiner sera très attendu, car les confrontations et les débats y seront riches, dans une situation politique totalement nouvelle.



FÊTE DE l'Humanité

Les rendez-vous de la vignette, dans les sections, dans les quartiers, les porte-à-porte, les rendez-vous des nouveaux adhérents, rythment une activité un peu plus libre, débarrassés que nous sommes des enjeux électoraux et du rythme infernal de l'année scolaire.

L'été est donc ce moment privilégié de rencontres, de débats, entre communistes, avec les forces du front de gauche, la population, pour prendre le temps de réfléchir, d'agir, d'élaborer.

Deux grandes batailles nationales sont lancées par notre parti, deux batailles face à la crise, deux batailles pour d'autres choix politiques, deux batailles pour jouer notre rôle à gauche, celui de l'exigence pour la réussite, celui de l'engagement populaire pour de vrais changements.

Face à la crise, deux enjeux principaux nous guident : celui de l'emploi, des salaires, de la relance, au lendemain des terribles annonces de PSA, Sanofi et Air France, il est urgent de nous engager pour la sauvegarde et le développement de l'emploi, au lendemain de la conférence sociale, il est indispensable de nous battre pour une augmentation du SMIC, des salaires et les pensions, pour une loi interdisant les licenciements boursiers. **Une pétition** est à votre disposition pour faire vivre les revendications essentielles, ces propositions qui feront la réussite de la gauche.

Bien entendu, de telles revendications doivent s'accompagner d'un engagement pour une Refondation de l'union européenne. Cette semaine, l'université du PGE doit nous permettre d'avancer autour d'un projet de pétition européenne, dans le cadre ouvert par le traité de Lisbonne.

Cette bataille enthousiasmante, nous aurons l'occasion d'en parler dans de prochains rendez-vous.

Un été plein de rendez-vous, pour de l'action immédiate mais aussi pour préparer une rentrée dynamique, pour nous donner les moyens d'agir avec les populations, pour des changements radicaux et durables ! Nul doute que nous serons au niveau de nos ambitions, parce que diffuser la vignette dans cette période c'est avant tout agir pour le changement !!! **Alors oui nous sommes de ceux qui voulons que le changement réussisse.**

Sections	propositions objectif 2012	diffusion au 19/07/12	propositions pour le RdV du 31/07/12
MITRY	1000	46	+ 50
CHELLES	500	34	+ 40
LAGNY	160	24	+ 10
CHAMPS	280	4	+ 20
TORCY	250	23	+ 20
MEAUX	120	0	+ 10
CRECY	150	30	+ 10
FERTE	70	10	+ 5
COULOMMIERS	130	30	+ 15
MONTEREAU	160	25	+ 20
NANGIS	160	8	+ 30
PROVINS	120	19	+ 15
AGGLOMELUN	600	135	+ 40
BRIE/SENART	110	13	+ 10
ROISSY	300	28	+ 15
TOURNAN	70	7	+ 10
ROZAY	70	5	+ 10
SNECMA	120	18	+ 10
Fontainebleau	150	10	+ 30
MORET	150	28	+ 20
NEMOURS	50	5	+ 10
DIVERS			
FEDERATION		3	
TOTAL		505	

